



ARRETE MUNICIPAL n°2023-32
Portant réglementation du régime de priorité
aux carrefours de divers voies privées
sur la commune par la mise en place
d'une signalisation dite
CEDEZ LE PASSAGE

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

Vu la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

Vu le code de la route et notamment les articles R 110-1 R 110-2, R 411-5, R 411-7, R 411-8, R 411-25, R 415-7,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – livre I - 3^{ème} partie - intersections et régime de priorité – approuvée par l'arrêté interministériel du 24 juillet 1974 modifié et 7^{ème} partie-marques sur chaussées -approuvée par l'arrêté interministériel du 16 février 1988 modifié,

Considérant qu'il est nécessaire de réglementer les priorités aux intersections des voies communales.

ARRETE

Article 1 : Les arrêtés municipaux antérieurs à celui-ci prévoyant les implantations de panneaux CEDEZ LE PASSAGE pour les voies ci-dessous désignées sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

Article 2 : Au carrefour des voies privées suivantes, la circulation est réglementée comme suit :

Les usagers circulant sur **la rue des Longerais** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route de la Carrière**, considérée comme voie prioritaire

Les usagers circulant sur **l'impasse des Cigognes** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route de Corsuet**, considérée comme voie prioritaire

Les usagers circulant sur **la voie du lotissement « le clos des Vignes »** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route des Aillouds**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **le chemin des Frênes** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route des Triollets**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la rue des Bouleaux** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **la route des Triollets**, considérée comme voie prioritaire.

Les usagers circulant sur **la rue des Peupliers** devront céder la priorité aux véhicules circulant sur **le chemin des Choseaux**, considérée comme voie prioritaire.

Article 3 : La signalisation routière conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle- 3^{ème} partie- intersections et régime de priorité et 7^{ème} partie – marques sur chaussées – sera mise en place par les syndics des copropriétés.

Article 4 : Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

Article 5 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur du Service Technique, le Responsable de la Police Municipale.

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Monsieur le Préfet de la Savoie,
- Gendarmerie d'Aix-les-Bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 21 février 2023

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : 23/02/2023
Notifié à l'intéressé le : 23/02/2023
Certifié exécutoire le : 23/02/2023



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.